



Munich Personal RePEc Archive

Institution, investments and growth in WAEMU: a panel VAR approach

RAMDE, Fousseni

Université Nazi Boni, LAPE

1 February 2015

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/82417/>
MPRA Paper No. 82417, posted 05 Nov 2017 01:47 UTC

Institution, investissements et croissance dans l'UEMOA: une approche panel VAR

Dr. Fousséni RAMDE

Membre du LAPE

Enseignant chercheur à l'Université Nazi Boni

Résumé

L'objectif de ce travail a été d'évaluer les effets de la gouvernance sur la dynamique des investissements privés, publics et la croissance économique dans l'UEMOA entre 2002-2012. À partir d'un panel VAR, les résultats économétriques des différents modèles font apparaître que, l'instabilité sociopolitique, la corruption et la mauvaise qualité de régulation de l'activité économique ont été des contraintes pour les investissements et la croissance économique. Par ailleurs, ils montrent que l'instabilité politique réduit les externalités des investissements publics sur les investissements privés dans l'Union.

Mot-clés : Investissements, Croissance, Institution, UEMOA, panel VAR

Abstract

The objective of this work was to assess the effects of governance on the dynamics of private investment, public and economic growth in WAEMU between 2002-2012. From a PanelVAR, the econometric results of the different models show that socio-political instability, corruption and regulation of economic activity have been constraints for investment and economic growth. On the other hand, they show that political instability reduces the externalities of public investment on private investment in the Union.

Keywords: Investments, Growth, Institution, WAEMU, PanelVAR

Introduction

À l'instar des différentes régions de l'Afrique, l'Afrique de l'Ouest est fortement marquée par une instabilité institutionnelle. Cette instabilité s'est manifestée entre autres par la crise ivoirienne des années 2000, les mutineries de 2011 et l'insurrection populaire de 2014 au Burkina Faso, la crise malienne de 2012, etc. Selon le rapport Doing Business 2013, la moitié des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) fait partie des dix pays où l'environnement des affaires est le moins favorable.

Pourtant, plusieurs auteurs identifient les facteurs institutionnels tels que l'Instabilité sociopolitique (ISP), la corruption, le régime politique... comme étant des déterminants des investissements privés et de la croissance économique (Dabla-Norris et al, 2010; Arbatli, 2011; Anyanwu, 2011; Acemoglu et Robinson 2012; et Ali Aga, 2014). En outre, les conclusions des chefs d'entreprises sur l'environnement des affaires soutiennent que les facteurs sociaux et politiques influencent la rentabilité des capitaux, et la décision initiale des entreprises à investir dans les pays de l'UEMOA (BCEAO, 2013).

Avec un taux d'investissement en progression entre les périodes 2000-2005 et 2006-2011 qui est passé de 15.2% à 19.3%, les performances économiques de l'UEMOA ont été médiocres. En effet, le taux moyen de croissance économique a été de 3.1% sur la période 2006-2011 contre 3,4% entre 2000 et 2005 (BCEAO, 2013). Sur la période 2002-2012, la gouvernance a été mauvaise¹. Selon les données de la Banque mondiale (2014), tous les pays de l'Union ont été marqués par un degré de corruption élevé avec une mauvaise qualité de régulation. De plus, hormis le Bénin, l'indice de perception de la stabilité politique a été négatif dans tous les pays de l'Union en moyenne entre 2002 et 2012.

L'objectif de ce papier est d'examiner les effets des facteurs institutionnels sur les anticipations des investisseurs et la croissance économique dans l'UEMOA. Plus précisément, il s'agit de répondre aux questions suivantes : comment l'instabilité sociopolitique, la corruption et la qualité de régulation affectent-elles l'évolution des investissements privés et publics? Comment influencent-elles la croissance économique dans l'Union?

¹Entre 2002 et 2012, les scores du contrôle de la corruption, de la perception de la qualité de régulation et la perception de la stabilité politique ont été négatifs dans l'UEMOA avec des moyennes respectives de -0.7, -0.58 et -0.43 (données Banque mondiale 2014).

Globalement, les effets des facteurs institutionnels sur l'accumulation du capital et la croissance économique restent ambigus. En effet, pendant que certains mettent en relief les effets nuisibles de la corruption et de l'ISP sur la croissance (Aisen et al, 2011; Ali Aga ,2014), d'autres établissent une relation positive (Haggard et al, 2007; Moin 2011).

Cependant, la majorité des études (Mauro 1997; Campos et Nugent 2002, Gouenet, 2011; Aisen et al, 2011) analyse les effets des facteurs institutionnels sur les investissements sans opérer a priori une distinction entre les investissements privés et publics d'une part, et entre les Investissements directs étrangers (IDE) et les investissements privés domestiques, d'autre part. Pourtant, la présence d'externalités des investissements publics sur les investissements privés suggère l'existence d'un effet indirect des facteurs institutionnels sur les investissements privés. Cet effet transiterait par l'accumulation du capital public aussi bien à court qu'à long terme.

Ainsi, contrairement aux études précédentes, en plus des investissements privés domestiques et étrangers, cette recherche prend en compte l'impact des facteurs institutionnels sur l'accumulation du capital public. Cette décomposition s'explique par le lien qui existe entre ces deux types d'investissement. De plus, elle permet de mieux apprécier l'influence de la gouvernance sur les investissements privés, en saisissant les effets indirects qui transiteraient par l'accumulation du capital public. Enfin, elle permettra d'orienter les autorités politiques sur les réformes politicoéconomiques nécessaires pour améliorer les investissements privés et publics en vue de stimuler la croissance économique dans l'UEMOA.

En s'appuyant à la fois sur les prolongements de la théorie de la croissance endogène qui établissent une corrélation positive entre la qualité institutionnelle et la croissance économique (North,1990; Easterly et Ross, 1997; Engerman et Sokoloff, 2000; Acemoglu, Johnson et Robinson, 2001), et sur l'évolution du climat sociopolitique dans l'UEMOA, nous soutenons que les facteurs institutionnels pénalisent l'accumulation des investissements privés et publics. Aussi, nous postulons qu'ils entraînent une baisse de la croissance économique dans l'Union.

La suite du papier est organisée de la manière suivante: le premier point présente une revue thématique de la littérature. Le second aborde la méthodologie. Les deux dernières sections sont consacrées respectivement aux faits stylisés et à la présentation des résultats.

Section I: Aperçu des études antérieures

La littérature économique sur la relation entre la gouvernance et la performance économique s'est construite autour de plusieurs axes. Pendant que certains auteurs analysaient les effets de l'instabilité sociopolitique sur la croissance et les investissements, d'autres étudiaient la réaction des investisseurs induite par la corruption. Cette section fait la synthèse de quelques études antérieures. Elle est divisée en trois parties. La première met en exergue la relation qui existe entre les institutions et l'activité économique. Les deux dernières analysent respectivement l'impact de la corruption et de l'instabilité sociopolitique sur les investissements et la croissance économique.

I.1 Institution, investissements et croissance économique

Selon North (1990), les institutions doivent être perçues comme des restrictions humaines incluant les interactions sociales, économiques et politiques. Autrement dit, les institutions peuvent être définies comme un ensemble de règles socialement acceptées. Ainsi, les institutions sont dites instables lorsque l'application des règles qui les régissent varie en fonction des individus ou d'une situation donnée. À titre d'exemple, nous pouvons retenir les changements de régime non constitutionnels, la criminalité, la corruption, etc.

L'augmentation du capital, à la fois humain et physique, est conditionnée par l'existence d'un ensemble de mesures incitatives offertes par les institutions existantes (North, 1990). En effet, lorsque les agents économiques opèrent dans un environnement sécurisé, avec les droits de propriété bien définis par le cadre institutionnel, l'arbitrage entre la détention de la liquidité et des actifs se fait au détriment du premier. La substitution des actifs au profit de la liquidité devient moins attrayante, et cela se traduit par une augmentation des dépôts. Cette augmentation stimule positivement les investissements et, par conséquent, entraîne une hausse de la croissance économique. En revanche, la situation inverse est observée lorsque le cadre institutionnel est mal défini.

À partir d'une analyse sur données de panel, Tello et al (2005) soulignent que l'impact de la volatilité des politiques macroéconomiques (mesurée par la variabilité du taux d'inflation) sur la stabilité économique est moins important que celui des facteurs institutionnels. Autrement dit, l'effet de l'instabilité institutionnelle sur la stabilité du cadre économique est plus important que celle de la volatilité des politiques macroéconomiques. Ils expliquent cela par

le fait que certains des effets de la politique macroéconomique sont absorbés par l'architecture institutionnelle qui prévaut.

À la suite de North (1990), Acemoglu et Robinson (2012) expliquent l'écart de revenu entre les pays pauvres et les pays riches par la différence des institutions. Cette hétérogénéité institutionnelle influence de manière différente les décisions d'investissement des entrepreneurs. Dans les économies où les institutions ne fonctionnent pas bien, ce sont les connexions politiques à travers la corruption qui permettent aux entrepreneurs de faire du profit. En revanche, lorsque les institutions fonctionnent bien, le profit de l'entrepreneur est lié à sa capacité d'innovation. Dans cette configuration, la sélection se fait directement sur le marché. Ainsi, le dysfonctionnement introduit dans le fonctionnement du marché par la corruption rend l'économie inefficace. C'est pourquoi les règles qui régulent le fonctionnement des sphères politique et économique sont responsables du succès ou de l'échec des nations.

Pour ces auteurs, il n'est pas nécessaire de mimer les institutions d'autres pays, il suffit de contrôler l'action des responsables politiques pour améliorer le fonctionnement des institutions existantes. Plus spécifiquement, il s'agit de préférer les institutions « inclusives² » aux institutions « extractives³ » parce qu'elles respectent les droits de propriété, favorisent l'accumulation du capital, la prise de risque et l'innovation et par ricochet, stimulent la croissance économique. Ils soulignent que les États-Unis ont plusieurs milliardaires parce que les institutions américaines ont rendu le rêve possible et durable (stabilité politique et continuité). Par contre, dans les pays pauvres, l'implication de l'élite politique dans le fonctionnement des institutions économiques ne facilite pas le rêve des populations qui n'ont aucune connexion politique.

Ils affirment que plusieurs pays au sud du Sahara sont dans un cercle vicieux parce qu'ils ont hérité aux indépendances d'institutions extractives coloniales que leurs élites ont pérennisées pour assurer la durabilité de leurs pouvoirs au profit d'une minorité. Les changements institutionnels qui y sont intervenus dans le dessein de faciliter l'avènement d'institutions inclusives ont conduit à une instabilité politique qui s'est traduite par des guerres civiles dans les pays tels l'Angola, la République démocratique du Congo, le Rwanda, la Sierra Leone, la

²Institutions « inclusives »: les populations sont incluses dans le processus d'élaboration des règles qui régissent la société.

³ Institutions « extractives » : des élites politiques organisent la société à leur propre profit et au détriment du reste de la population.

Somalie, l'Ouganda, le Libéria, etc. Ces troubles sociopolitiques ont affecté négativement ces économies et accru la pauvreté dans ces pays.

Bien que pertinente, la vision d'Acemoglu et Robinson n'est pas exempte de tout reproche. Expliquer l'échec ou le succès des nations uniquement par la qualité des institutions peut paraître restrictif. De plus, certains auteurs comme Durham (1999) et Borner et al (2004) nuancent l'effet positif des institutions inclusives sur les performances économiques. Ils montrent que dans certaines situations, les performances économiques sont meilleures sous un régime dictatorial comparativement à un régime démocratique. Aussi, selon les statistiques de la Banque mondiale (2014), le taux de croissance de la Chine (pays avec des institutions extractives) s'est hissé à 8.25% pour le PIB et 6.78% pour le PIB par habitant entre 1961 et 2012. Par ailleurs, Clark (2007) se demande pourquoi l'Angleterre n'a pas connu la révolution industrielle au Moyen Âge, alors qu'elle avait des institutions inclusives.

Contrairement à Acemoglu et Robinson (2012), Stock et Watson (2002) imputent la stabilité de la croissance économique américaine davantage à la providence qui a voulu qu'il y ait une survenue moins fréquente des chocs, qu'aux changements structurels, ou à une utilisation idoine de la politique économique. Blanchard et Simon (2001), Martin et Rowthorn (2004) pensent que les facteurs explicatifs de cette stabilité doivent être recherchés dans la politique monétaire. L'usage de cette politique module le cycle économique, et partant, modifie les anticipations des investisseurs. Dans le cas d'une politique expansionniste, en modifiant les anticipations des investisseurs privés, le niveau d'inflation induit entraîne une volatilité du cycle économique, et donc une instabilité économique (Bean, 1998; et Marttin et Rowthorn, 2004). Leurs conclusions suggèrent que les succès enregistrés par l'économie américaine sont dus à l'usage idoine de la politique monétaire. Dans cet ordre d'idée, Glaeser et al. (2004) soutiennent la primauté des bonnes politiques sur les bonnes institutions dans le processus de croissance économique.

Au total, il ressort de l'analyse de la littérature que la croissance économique et l'accumulation des investissements sont influencées par certains facteurs tels que l'instabilité politique et la corruption qui affectent les anticipations des agents économiques.

I.2 Corruption, investissements et croissance économique

Selon Shleifer et Vishny (1993), la corruption est une pratique frauduleuse qui se manifeste sous plusieurs formes. La Banque mondiale distingue essentiellement deux types de corruption à savoir, la grande et la petite corruption. La première renvoie aux décideurs politiques qui utilisent leur position pour promouvoir leur bien-être, leur statut ou leur pouvoir personnel. Quant à la seconde, elle se réfère à la corruption bureaucratique dans l'administration publique.

L'analyse des effets de la corruption sur les performances économiques s'est faite suivant plusieurs points de vue. Pour certains auteurs tels que Leys (1965), Huntington (1968) et Lui (1985) Haggard et al (2007), la corruption exerce des effets positifs sur la croissance économique. Pour Leff (1964), la corruption peut être utilisée comme un lubrifiant pour rendre l'activité économique fluide dans les pays qui ont des lourdeurs administratives. En effet, elle favorise une meilleure allocation des ressources dans l'économie. De plus, il soutient que la corruption accroît la motivation de l'employé qui a un salaire faible. Dans leur étude sur données en coupe transversale, Rock et Bannett (2004) mettent en relief l'impact positif de la corruption sur la croissance des pays de l'Asie de l'Est. Toutefois, ils relèvent ses effets nuisibles sur la croissance et les investissements dans les pays en développement.

Contrairement aux auteurs précédents, d'autres comme Mauro (1997) et Ali Aga (2014) établissent clairement la corrélation négative entre la corruption et la croissance d'une part, et les investissements, d'autre part. En effet, en réduisant à la fois la qualité et la productivité des investissements publics, elle influence négativement les investissements privés et la croissance économique.

Selon Seyf (2001) et Aidt (2003), les pots-de-vin dans l'attribution des marchés publics sont à la base de la faillite de certaines entreprises. Pour la Banque mondiale (2010), la corruption est au centre de la dégradation du bien-être des populations due à la mauvaise réalisation des marchés publics. Dans ce même ordre d'idée, plusieurs auteurs indiquent que la corruption favorise une réduction des dépenses publiques effectives, et empêche l'essor du secteur privé à travers une réduction des investissements privés domestiques et étrangers (Mauro, 1997 ; Wei, 2000 ; Delavallade, 2006).

De leur côté, avec un échantillon de 282 petites et moyennes entreprises (PME), Akouwerabou et Bako (2013) concluent que la probabilité de corrompre pour les entreprises

qui ont déjà obtenu un marché public dans le passé augmente de 0.28 point au Burkina Faso. Ils expliquent leur résultat par le fait que ces entreprises avaient déjà soudoyé les agents publics pour être attributaires dans le passé.

Dans l'ensemble, comme l'une des sources de mauvaise gouvernance et de défaillance institutionnelle, la corruption introduit une asymétrie d'information entre les agents publics et privés dans la quête des marchés publics, et augmente les coûts de production des entreprises (Boehm, 2007 ; Unike, 2010). Cela réduit la productivité du capital physique et retarde le développement des entreprises (McArthur et Teal 2002 ; Fisman et Svensson, 2005).

Mc Arthur et Teal (2002) affirment que la corruption réduit la productivité des entreprises de 20% en Afrique. Pour Lavallée et Roubaud (2011), la corruption agit négativement sur la productivité des firmes via l'augmentation de l'inefficience de la main-d'œuvre en Europe centrale et de l'Est pour les premiers, et dans l'UEMOA pour les seconds.

En somme, les conclusions sur la relation entre corruption et performance économique sont mitigées bien que la majorité des études mette en exergue les effets nuisibles de ce phénomène sur la productivité des entreprises et les investissements. Toutefois, l'ambiguïté de la relation n'a pas empêché les institutions internationales qui œuvrent pour le développement à placer au centre de leurs intérêts, la lutte contre la corruption qui est un facteur d'instabilité institutionnelle (Ali Aga 2014).

I.3 Instabilité sociopolitique et croissance économique

Selon Fosu (1992), l'instabilité politique se définit comme le changement de pouvoir politique qui ne respecte pas les règles légales d'une part, et celui qui se fait par la violence, d'autre part. Gupta (1990), quant à lui, distingue trois formes d'instabilité sociopolitique. Tout d'abord, il identifie l'instabilité d'élite ou de l'exécutif qui comprend les coups d'Etat, les changements et crises de gouvernement. Ensuite, l'instabilité de masse qui se manifeste par les mouvements sociaux tels que les émeutes, les grèves, etc. Enfin, celle du pouvoir militaire ou violent qui prend en compte la guerre civile, les guérillas et toute action politique violente.

Avec un panel de 93 pays sur la période de 1960-1990, Edwards et al. (1991) établissent une relation négative entre instabilité politique et croissance économique. À l'instar d'Edwards et

al. (1991), la Banque mondiale (2001) soutient l'existence d'une relation négative entre l'instabilité politique et la croissance économique. En effet, pendant que Collier (1999) indique qu'en moyenne, une guerre civile fait perdre à un pays plus de 2 % de son PIB par habitant et par an, la Banque mondiale (2001) attribue le déclin de la croissance économique dans les pays africains depuis les années 1970 à l'instabilité sociale et politique.

Dans leur recherche sur l'Argentine, Campos et Karanasos (2007) concluent que les instabilités politiques informelles (assassinats et grèves) et formelles (modifications constitutionnelles et législatives) ont affecté négativement les performances économiques de ce pays entre 1896-2000. Leurs résultats de long terme montrent que l'ampleur de l'instabilité formelle est plus forte comparativement à celle de l'instabilité informelle. Par contre, à court terme, l'instabilité informelle affecte plus les performances économiques.

De leur côté, Younis et al (2008) et Munoz (2009) mettent en exergue la forte sensibilité des performances économiques par rapport à la stabilité politique. Ainsi, après l'examen d'un panel de pays asiatiques sur la période 1990-2005, Younis et al (2008) affirment que la croissance économique est plus sensible à la stabilité politique par rapport à la liberté économique.

Globalement, en plus de l'investissement, la littérature économique sur la relation entre instabilité politique et performances économiques s'est souvent construite autour de certains axes très précis comme le système politique.

❖ **Système politique et performance économique**

L'examen de la relation entre les performances économiques et le système politique a donné lieu à plusieurs études (Huntington 1991, Barro 1996, 1997, Brunetti 1997, Miner 1998, Durham 1999, Borner et al 2004). Mais, les conclusions empiriques sont mitigées comme l'indiquent les résultats de Brunetti (1997). En comparant 17 études, il montre que le système politique influence positivement les performances économiques dans certains pays, et négativement dans d'autres. De son côté, Cheung (1998) montre que la corruption est un facteur qui affecte négativement la durabilité d'un régime politique. Plus précisément, il souligne que le coût d'opportunité de la lutte anticorruption est plus élevé dans un régime dictatorial comparativement à un régime démocratique. Ainsi, les performances économiques

sont meilleures dans un régime démocratique par rapport à un régime dictatorial (Cheung, 1998 ; Acemoglu et Robinson, 2012).

Pour Durham (1999), l'influence du système politique sur les performances économiques est fonction du niveau de développement. Selon lui, la démocratie exerce un effet positif sur la croissance dans les pays développés, alors que la dictature serait appropriée pour les PED. De plus, avec un échantillon de 133 pays, sur la période allant de 1960 à 1989, Borner et al (2004) indiquent que la démocratie a des effets négatifs sur la croissance économique. Mais, ces effets deviennent positifs sur la croissance dès lors que la qualité des institutions économiques est neutralisée.

❖ Investissement et instabilité sociopolitique

La perméabilité de la frontière entre le cadre économique et la sphère politico-institutionnelle a conduit les théoriciens de la croissance à introduire de nouvelles hypothèses pour améliorer le cadre d'analyse de la théorie de la croissance endogène. C'est ainsi que Alesina et Perotti (1994), Barro (1996), Touna et Kamgnia (2000), introduisent des facteurs politiques comme l'instabilité politique et la démocratie dans leurs investigations pour justifier le différentiel de croissance entre les pays. Ils étayent leurs conclusions par le fait que la destruction du capital physique et du capital humain associée au détournement des investissements publics (qui sont imputables à l'ISP), réduit le taux de croissance économique.

Pour Devereux et Wen (1996), l'instabilité sociopolitique affecte négativement les anticipations des investisseurs privés, et par ricochet, réduit les performances économiques.

Les conclusions d'Abessolo (2003) viennent prolonger le débat amorcé par Alesina et Perotti (1994) sur le rôle de l'instabilité sociopolitique dans le processus de croissance économique. À partir d'un indicateur d'instabilité défini comme une mesure de dislocation engendrée par les coups d'État et leurs corolaires, il trouve que l'instabilité sociopolitique influence négativement aussi bien la croissance économique que l'accumulation des capitaux physiques et humains. Bien que son analyse ne distingue pas les investissements privés des investissements publics, il suggère l'accroissement des investissements privés dans le processus de développement de l'économie tchadienne. Pour lui, le secteur privé doit occuper une place de choix dans l'économie tchadienne.

S'inscrivant dans la même dynamique que les auteurs précédents, Aisen et al (2011) montrent à partir d'une analyse en panel dynamique que le principal canal de la transmission des effets nuisibles de l'ISP est la productivité totale des facteurs. Cependant, ils mettent également en relief l'impact négatif de l'ISP sur l'accumulation des capitaux physique et humain. Ils utilisent comme proxy d'instabilité le nombre de premiers ministres et /ou de modifications d'au moins 50 % du gouvernement. Ils concluent qu'un changement additionnel du gouvernement par an entraîne une réduction du taux de croissance du PIB de 2.39 points.

En ce qui concerne spécifiquement les pays africains, à la suite de Touna et Kamgnia (2000), et Abessolo (2003), Gouenet (2011) indique que l'accroissement de l'instabilité sociale et politique favorise l'augmentation des dépenses militaires, et par ricochet engendre une éviction pour l'activité privée. Autrement dit, au détriment d'un investissement optimal dans les secteurs sociaux (éducation, infrastructures, santé..), qui sont générateurs d'externalités positives sur les investissements privés, l'Etat accroît les dépenses improductives qui sont à la fois source d'éviction et de signal négatif pour les investisseurs privés potentiels.

Pour mieux cerner l'ISP, il utilise un indice synthétique inspiré de la méthode de calcul de l'Indice de développement humain (IDH) du PNUD. Il construit cet indicateur en s'appuyant sur une hypothèse qui le fait varier entre 0 et 1. En revanche, par opposition à la construction de l'IDH, il affecte des pondérations différentes en fonction des effets de chaque facteur d'instabilité sur l'économie réelle. La valeur 0 indique que le facteur d'instabilité n'a pas été observé au cours de l'année considérée. Par contre, la valeur 1 signifie que le facteur d'ISP considéré a été observé. Ensuite, il fait une combinaison linéaire des différentes variables en affectant les pondérations 0.1; 0.15; 0.2; 0.25; et 0.3 respectivement aux indicateurs d'instabilité sociopolitique ci-après: les mouvements de révoltes indépendantistes, la crise de succession de 1982-1984, la transition démocratique sous divers grèves et mouvements revendicatifs, les conflits frontaliers et les multiples protestations électorales. En somme, il parvient à montrer que l'instabilité politique augmente le coût du risque qui affecte négativement les investissements directs étrangers. Cela explique le faible niveau des investissements privés au Cameroun.

Bien que la majorité des études aboutissent à un impact négatif de l'instabilité sociale et politique sur la croissance économique et l'accumulation du capital, Campo et al (2002) ne trouvent aucune relation directe entre l'ISP et la croissance économique. Cependant, ils

montrent l'existence d'un lien indirect qui transite par l'accumulation du capital. En effet, à travers un échantillon de PED, et avec un indice d'instabilité basé sur le nombre d'assassinats politiques, des révolutions et des coups d'État réussis, ils constatent que l'hypothèse selon laquelle un niveau élevé de l'ISP peut causer une diminution dans le taux d'investissement est beaucoup plus faible qu'on ne le croit. Malgré la vérification de la relation négative entre l'ISP et le taux d'investissement contemporain, ces auteurs donnent des preuves d'une causalité positive allant de l'ISP vers le taux d'investissement à long terme. Ils étayent leurs conclusions d'une analyse de contrôle de sensibilité différente. Tout comme Goldsmith (1987), Campo et al (2002), les investigations de Moin (2011) sur le Bangladesh supportent l'existence d'une corrélation négative entre stabilité politique et croissance économique à long terme. Toutefois, il note l'existence d'une corrélation positive à court terme.

Dans l'ensemble, la littérature suggère une causalité négative entre l'instabilité sociopolitique et les investissements. Cependant, très peu d'études s'intéressent à son influence à la fois sur les investissements publics et privés. En effet, l'agrégation des capitaux privés et publics ne permet pas d'affiner l'analyse et d'identifier l'ampleur des effets de l'ISP sur le développement du secteur privé. Par ailleurs, l'examen de la causalité entre les facteurs de l'instabilité institutionnelle et les investissements, sans la prise en compte du capital public, ne permet pas d'identifier la totalité de leurs effets sur l'accumulation du capital privé d'une part, et sur la croissance économique, d'autre part. En effet, ils pourraient affecter les investissements privés de façon directe ou indirecte. Le lien direct se traduit par l'hésitation des investisseurs potentiels qui intègrent les facteurs sociaux et politiques dans la prise de leurs décisions. Ensuite, on a le lien indirect qui transite par l'accumulation du capital public. Ce lien s'explique par les externalités positives que les investissements publics sont censés exercer sur les investissements privés.

Section II: Méthodologie

Cette section présente le modèle économétrique utilisé pour analyser les effets de la gouvernance sur les investissements et la croissance économique dans l'UEMOA. Ensuite, elle expose les données et la méthode d'estimation.

II.1: Justification de l'introduction de la gouvernance dans l'examen du lien entre investissements et croissance économique

L'engouement pour l'introduction de la gouvernance dans l'examen de l'évolution des agrégats macroéconomiques se justifie à plusieurs niveaux. Tout d'abord, nous avons l'augmentation spectaculaire des flux des IDE en direction des pays émergents avec une moyenne d'environ 10 milliards de dollars au début des années 1980 à plus de 100 milliards au milieu des années 90 et à plus de 200 milliards depuis 2004 (Arndt et Oman, 2010). Cette forte hausse des IDE a accru l'intérêt des investisseurs étrangers (dans l'orientation) et des États (la mobilisation) en ce qui concerne à la qualité de la gouvernance.

En outre, dans le prolongement des facteurs explicatifs de la croissance, les auteurs de la Nouvelle économie institutionnelle (NEI) identifient la qualité de la gouvernance, les institutions formelles et informelles comme étant des éléments qui expliquent le niveau de richesse à long terme (North, 1990, 2005 ; Acemoglu et Robinson 2012). Par la suite, plusieurs auteurs tels que Alésina et Perotti (1996), Clague et al. (1996), Jong-a-Pin (2009), Haque et Kneller (2015) ont introduit des indicateurs de gouvernance dans leurs analyses.

Globalement, la littérature économique identifie plusieurs indicateurs⁴ de gouvernance dont les plus utilisés sont les indicateurs composites fondés sur les perceptions (Arndt et Oman, 2006, 2010). Toutefois, il convient de noter que ces indicateurs présentent plusieurs limites parmi lesquelles, nous avons la variation des sources de données d'une année à une autre et d'un pays à un autre. Aussi, l'on peut se demander comment les institutions informelles dans les PED sont prises en considération dans l'élaboration de ces indicateurs étant donné que leurs poids ne sont pas les mêmes d'un pays à un autre.

Malgré ces critiques, ces indicateurs restent les plus utilisés dans la classification des pays. Arndt et Oman (2010) louent les efforts des auteurs des indicateurs de la Banque mondiale (BM) et de Transparence internationale parce qu'ils attirent l'attention des utilisateurs sur leur degré d'imprécision. Ainsi, du fait de la rigueur de leur construction et leur disponibilité, les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale sont utilisés dans ce papier. Leurs méthodologies de construction sont présentées par Kauffman et al. (2008). Les valeurs de ces indicateurs oscillent entre -2,5 qui traduit une mauvaise gouvernance, et +2,5 qui traduit une bonne gouvernance.

⁴Freedom House, Le Guide international du risque pays, Transparence internationale, Banque mondiale

Les proxys utilisés pour mesurer l'instabilité institutionnelle sont:

- L'indice de stabilité politique et d'absence de violence (noté **sp**) qui donne des informations sur la probabilité d'une déstabilisation du gouvernement par des moyens non légaux. Il est utilisé comme proxy d'instabilité sociopolitique dans cette recherche;
- La qualité de la régulation (notée **qre**) ou capacité des pouvoirs publics à élaborer et à appliquer de bonnes politiques et des réglementations favorables au développement du secteur privé;
- Le contrôle de la corruption (notée **cr**) qui mesure l'utilisation des pouvoirs publics à des fins d'enrichissement personnel, y compris la grande et la petite corruption, ainsi que « la prise en otage » de l'État par les élites et les intérêts privés (Kauffman et al. 2008). Cette variable est utilisée comme proxy pour mesurer la corruption dans l'UEMOA.

II. 2 : Modèle économétrique et données

L'approche souvent utilisée dans la littérature pour mesurer l'impact de l'instabilité institutionnelle sur l'activité économique se fait en déterminant ses effets sur la croissance et l'accumulation du capital. Cette approche considère les indicateurs de gouvernance comme des facteurs purement exogènes. En effet, elle analyse uniquement leurs effets sur les agrégats macroéconomiques, en ignorant les effets « feed-back ». De plus, elle ne prend pas en considération les effets retardés en supposant a priori que tous les phénomènes s'accomplissent au même moment.

Dans cette étude, nous utilisons un modèle VAR sur données de panel. Ce modèle est approprié parce qu'il ne fait pas de restriction a priori sur l'exogénéité et l'endogénéité des variables. De plus, il permet d'identifier l'existence ou non d'une relation bidirectionnelle ou unidirectionnelle. Par ailleurs, il permet de saisir les interdépendances à la fois statiques et dynamiques.

Toutefois, il convient de noter l'existence de modèles alternatifs comme les DSGE (Dynamicstochasticgeneralequilibrium) et les VAR structurels sur données de panel. Cependant, plusieurs auteurs comme Canova et Ciccarelli (2013) indiquent que les modèles DSGE imposent de nombreuses restrictions par construction. Ainsi, les recommandations politiques qu'ils fournissent sont incorporées dans les hypothèses du modèle. Tout comme les

modèles DSGE, les modèles VAR structurels sur données de panel sont passibles de la critique standard de modèles VAR structurels (Cooley et Dweyer 1998, Canova et Pina, 2005, Chari et al, 2008) et donc doivent être considérés avec précaution.

Dans l'ensemble, six variables sont utilisées dans le modèle pour mesurer les effets de la gouvernance sur le taux de croissance économique et les investissements dans l'UEMOA. Les variables sont : le taux de croissance du PIB noté **pib**; le taux d'investissement public mesuré par le rapport entre la formation brute du capital fixe du secteur public et le PIB (FBCF du secteur public/PIB) et noté **ipu** ; le taux d'investissement direct étranger (IDE/PIB) noté **ide** ; le taux d'investissement domestique noté **ido** et mesuré par la différence entre la formation brute du capital fixe privé et les IDE divisée par le PIB, le taux d'inflation noté **inf** qui permet de prendre en compte l'instabilité macroéconomique. En plus de ces cinq variables, une variable de gouvernance est incluse dans chaque modèle.

Au total, trois modèles de six variables sont estimés. Dans chaque modèle figure une seule variable de gouvernance. Ainsi, dans le premier, en plus des cinq autres variables, la variable **sp** qui mesure l'instabilité politique est incluse. Dans le second, la variable **sp** est remplacée par **gre**. Enfin dans le dernier, la variable **gre** est remplacée par **cr**. Les données proviennent des bases de données statistiques de la BCEAO et de la Banque mondiale (2014) et couvrent l'ensemble des pays de l'UEMOA sur la période 2002-2012.

II.2 : Modèle à estimer

Le modèle économétrique standard à estimer se présente comme suit :

$$pib_{it} = \beta_{10} + \beta_{11} pib_{it-1} + \beta_{12} ipu_{it-1} + \beta_{13} ide_{it-1} + \beta_{14} ido_{it-1} + \beta_{15} inf_{it-1} + \beta_{16} sp_{it-1} + \dots + u_{1t} + v_{1t} + \varepsilon_{1it}$$

$$ipu_{it} = \beta_{20} + \beta_{21} pib_{it-1} + \beta_{22} ipu_{it-1} + \beta_{23} ide_{it-1} + \beta_{24} ido_{it-1} + \beta_{25} inf_{it-1} + \beta_{26} sp_{it-1} + \dots + u_{2t} + v_{2t} + \varepsilon_{2it}$$

$$ide_{it} = \beta_{30} + \beta_{31} pib_{it-1} + \beta_{32} ipu_{it-1} + \beta_{33} ide_{it-1} + \beta_{34} ido_{it-1} + \beta_{35} inf_{it-1} + \beta_{36} sp_{it-1} + \dots + u_{3t} + v_{3t} + \varepsilon_{3it}$$

$$ido_{it} = \beta_{40} + \beta_{41} pib_{it-1} + \beta_{42} ipu_{it-1} + \beta_{43} ide_{it-1} + \beta_{44} ido_{it-1} + \beta_{45} inf_{it-1} + \beta_{46} sp_{it-1} + \dots + u_{4t} + v_{4t} + \varepsilon_{4it}$$

$$\text{inf}_{it} = \beta_{50} + \beta_{51} \text{pib}_{it-1} + \beta_{52} \text{ipu}_{it-1} + \beta_{53} \text{ide}_{it-1} + \beta_{54} \text{ido}_{it-1} + \beta_{55} \text{inf}_{it-1} + \beta_{56} \text{sp}_{it-1} + \dots + u_{5i} + v_{5t} + \varepsilon_{5it}$$

$$\text{sp}_{it} = \beta_{60} + \beta_{61} \text{pib}_{it-1} + \beta_{62} \text{ipu}_{it-1} + \beta_{63} \text{ide}_{it-1} + \beta_{64} \text{ido}_{it-1} + \beta_{65} \text{inf}_{it-1} + \beta_{66} \text{sp}_{it-1} + \dots + u_{6i} + v_{6t} + \varepsilon_{6it}$$

Avec $i = 1, \dots, 8$ et $t = 1, \dots, 11$

Les termes u_{ji} , v_{jt} et ε_{jit} $j = 1, \dots, 6$ représentent respectivement les effets spécifiques pays, les effets spécifiques temporels et les termes aléatoires. L'effet spécifique pays permet de prendre en compte leurs caractéristiques non observables. Pour retrouver les deux autres modèles, il suffit de remplacer **sp** respectivement par **qre** et **cr**.

II.3 Méthode d'estimation

Depuis les travaux pionniers de Sims (1980), les modèles VAR ont largement été utilisés dans les études empiriques. L'un des avantages de ces modèles en comparaison aux modèles structurels réside dans leur capacité à pouvoir analyser les interactions entre plusieurs variables, sans aucune distinction a priori. Au-delà des séries chronologiques, plusieurs études utilisent les modèles VAR sur données de panel.

La littérature économique montre que l'introduction des modèles VAR sur données de panel n'est pas récente. En effet, le travail pionnier remonte à HoltzEakin et al (1988). Les études récentes utilisant les modèles VAR sur données de panel sont nombreuses. À titre d'exemple, on peut citer Carstensen et al (2009) qui ont analysé les effets des facteurs institutionnels sur la transmission de la politique monétaire dans un marché de prêt hypothécaire dans les pays de l'OCDE. Par ailleurs, Beetsma et Giuliadori (2011), Lane et Benetrix (2010) ont utilisé un modèle VAR sur données de panel pour analyser la transmission des chocs des dépenses publiques.

Selon Canova et Ciccarelli (2013), les panels VAR sont construits avec la même logique que les VAR standards. Cependant, contrairement aux VAR standards, la prise en compte de la dimension transversale augmente la puissance des modèles VAR sur données de panel dans l'explication des phénomènes économiques. En effet, ces modèles sont en mesure de saisir les interdépendances à la fois statiques et dynamiques. Aussi, ils permettent de traiter les liens

entre les unités sans aucune restriction a priori, etc. De plus, ils sont particulièrement adaptés à l'analyse de la transmission des chocs entre les unités dans le temps.

Au plan pratique, la méthode d'estimation varie en fonction de la nature des données, et chaque cas est particulier et requiert une analyse approfondie. En effet, en supposant l'existence d'une homogénéité dynamique dans le processus de génération des données, conditionnée sur les valeurs initiales des variables endogènes d'une part, et la présence d'effet fixe d'autre part, la méthode d'estimation classique des paramètres devient appropriée. Cependant, lorsque T est fixe, les estimateurs sont biaisés et le recours à la Méthode GMM d'Arellano et Bonds (1991) permet de corriger le biais même lorsque T est faible (Canova et Ciccarelli, 2013).

En revanche, en présence d'hétérogénéité dynamique, l'estimateur du panel est inefficace parce que les variables exogènes sont corrélées avec le terme des erreurs. Dans ce cas, aussi bien l'estimateur within que l'estimateur between donne de mauvais résultats, même si T et N sont grands. Le GMM n'est plus approprié parce qu'il est difficile de trouver un instrument qui soit simultanément corrélé avec la variable exogène et non avec le terme d'erreur (Canova et Ciccarelli, 2013). Toutefois, lorsque T est grand, l'estimation peut se faire par unité. Pesaran et Smith (1995) soulignent que l'estimateur issu des moyennes est plus efficace par rapport à celui du panel. Dans la suite, toutes ces considérations sont prises en compte par le test de poolabilité de Fisher.

Avant l'estimation du panel VAR, un certain nombre de précautions relatives aux données de panel et aux modèles VAR sont prises. Tout d'abord, la stationnarité des variables est examinée par le test IPS. Ce test est préféré aux autres parce que Hurlin et Mignon (2005) montrent qu'il est convergent lorsque T est faible (T inférieur à 30).

De plus, à l'instar des VAR standards, l'estimation du panel VAR nécessite la détermination du retard optimal avant la spécification du modèle. Pour ce faire, plusieurs critères sont utilisés dans la littérature. Dans certaines études comme celles de Boubtane et al (2010) et Carstensen et al (2009), le retard optimal est déterminé en s'appuyant sur le test LM. D'autres, par contre, utilisent les critères d'Akaike et Schwarz pour déterminer le retard optimal comme dans les VAR standards (Miller et al, 2011). En se fondant sur la littérature, les critères d'AIC et Schwarz sont utilisés pour déterminer le retard optimal.

Au vu de tout ce qui précède, la méthode GMM développée par Arellano et Bonds (1991) est utilisée. Plus précisément, l'estimation des différents modèles VAR sur données de panel est basée sur le programme développé par Love et al (2006).

Section III: Gouvernance, croissance économique et investissements dans l'UEMOA

III.1 : Institutions et investissements dans l'UEMOA

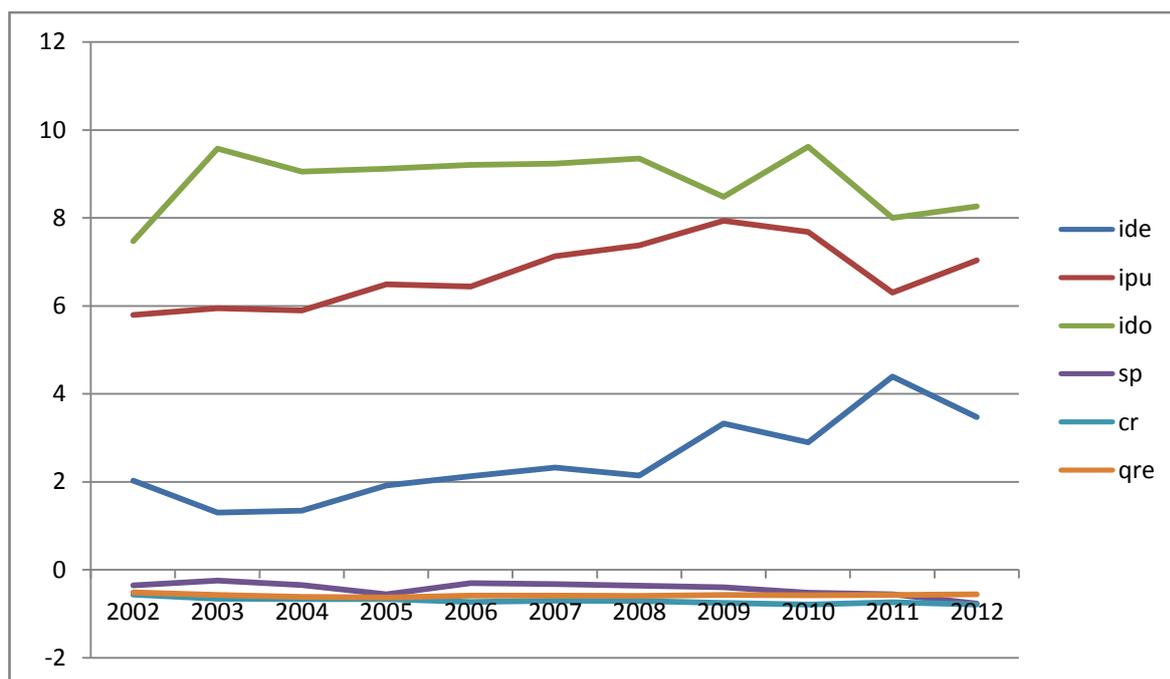
Avec des moyennes respectives de -0.70 pour le contrôle de la corruption, -0.58 pour la qualité de régulation et -0,43 pour la stabilité politique, le graphique III.1 montre que l'environnement des affaires n'a pas été favorable à l'activité économique dans la zone UEMOA entre 2002 et 2012. Plus spécifiquement, tous les pays de la zone sont perçus comme étant politiquement instables hormis le Bénin qui a connu une stabilité politique sur la période avec une moyenne de 0.41. Contrairement à ce pays, la Côte d'Ivoire a été à la fois le pays le plus instable et le plus corrompu de la zone avec des moyennes de -1.77 pour la stabilité politique et -1.07 pour le contrôle de la corruption.

Selon le projet de suivi de la gouvernance en Afrique de l'Ouest (2011), ce mauvais résultat s'explique par le contexte sociopolitique ivoirien qui a été marqué à la fois par la crise militaro-politique née du coup d'État de décembre 1999 et par le renforcement de l'opposition au régime issu de l'élection présidentielle d'octobre 2000 qui a vu la victoire de Laurent Gbagbo. Cette crise a favorisé l'émergence d'une rébellion armée dans le champ politique ivoirien, à partir du 19 septembre 2002.

Selon toujours ces auteurs, le faible niveau de croissance durant toute cette période est majoritairement imputable à la dégradation des indicateurs sociaux, qui elle-même est due à l'établissement d'un « système politique hybride » qui n'a consolidé ni la démocratie ni la bonne gouvernance.

Par ailleurs, ce graphique traduit bien les effets de la détérioration du climat des affaires sur l'activité économique. Il indique que les taux des investissements privés sont restés à des niveaux relativement faibles avec respectivement des moyennes de 8.84% pour le taux des investissements domestiques (investissements domestiques/produit intérieur brut), et 2.47% pour le taux des investissements directs étrangers.

Graphique III.1: Institutions et investissements dans l'UEMOA



Source : l'auteur, à partir des données de la Banque Mondiale 2014 et de la BCEAO 2014

Par contre, sur la même période, avec une meilleure gouvernance (indices moyens : stabilité politique 0.18; qualité de régulation -0.20; et contrôle de la corruption-0.13) comparativement à celle de l'UEMOA, l'Afrique australe a été plus attractive avec un taux moyen d'IDE de 4.47% supérieur à ceux de l'Afrique subsaharienne, de l'Amérique latine, de l'Asie de l'Est et du Pacifique qui se sont situés à 3.18%, 2.6% et 3.43 respectivement (données Banque mondiale 2014).

Tout comme les investissements privés, l'effort d'investissement public est resté très faible dans l'UEMOA avec un taux moyen de 6.72% comparativement à l'Afrique australe, à la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique qui ont enregistré respectivement des taux de 13.79% et 17.34% du PIB (données Banque mondiale 2014).

Au total, il ressort de l'analyse statistique que la gouvernance dans l'UEMOA influence négativement le climat des affaires. Cette situation constitue une entrave sérieuse aussi bien à l'évolution des investissements privés que publics.

III.2 : Stabilité politique, institutionnelle et croissance économique dans l'UEMOA

Le graphique III.2 met en exergue l'évolution du taux de croissance économique dans la zone qui oscille entre 1 et 5.34%. Avec une moyenne de 3.65% entre 2002 et 2012, le taux de croissance moyen de l'UEMOA est resté inférieur à celui de l'Afrique subsaharienne qui s'est situé à 5.12 sur la même période (données Banque mondiale 2014). Cette mauvaise performance pourrait s'expliquer en partie par la dégradation du climat des affaires comme l'indiquent les indicateurs de gouvernance sur le graphique.

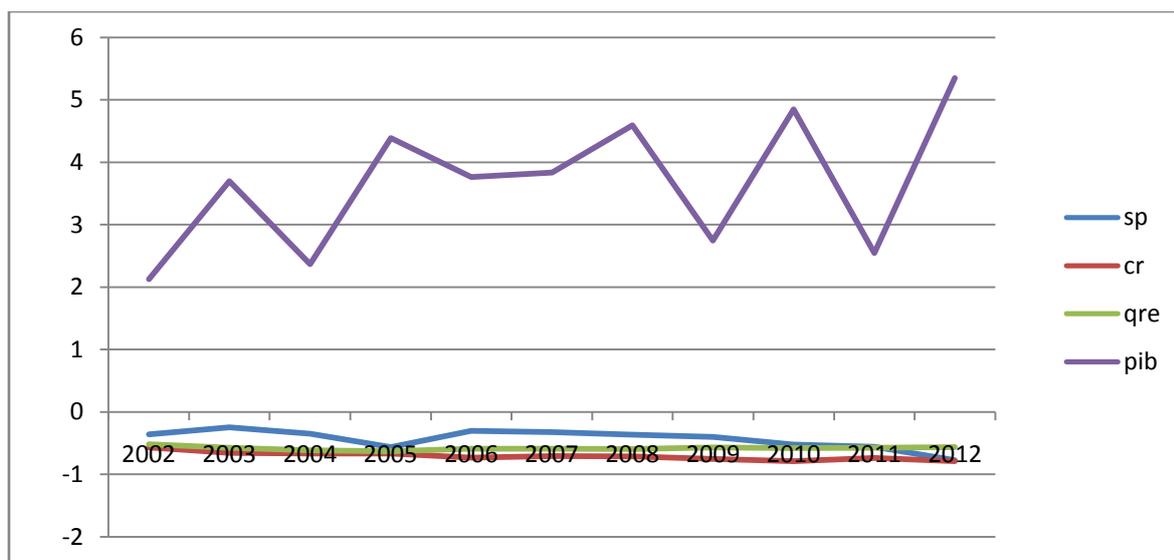
Hormis le Burkina Faso qui a eu une croissance moyenne de 6.08%, tous les autres pays ont eu des taux de croissance inférieurs à 5%. La performance de ce pays par rapport aux autres pourrait s'expliquer par la qualité de sa gouvernance, qui a été relativement supérieure à celle des autres pays de l'Union. En effet, le Burkina Faso a eu la meilleure qualité de régulation d'une part, et a été le pays le moins corrompu d'autre part avec des moyennes respectives de -0.23 et -0.27. Aussi, il a été le second dans l'Union en termes de stabilité politique avec une moyenne de -0.12 après le Bénin. En revanche, les pays dont les indicateurs de gouvernance ont été les plus mauvais comme la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau ont eu les plus faibles taux de croissance moyens de l'Union à savoir 1.4% et 1.7% respectivement.

Avec une meilleure gouvernance par rapport à celle de l'UEMOA, l'Afrique australe a été plus performante avec un taux de croissance économique moyen de 4.55%. Dans cette zone, sur 13 pays, seulement 4 sont perçus comme étant instables. Dans cette partie de l'Afrique, plusieurs pays comme la Namibie, le Mozambique et la Zambie ont eu des taux de croissance du PIB supérieurs à 5% contrairement à l'UEMOA.

La corruption, l'instabilité politique et la mauvaise régulation de l'activité économique sont des facteurs qui inhibent les investissements de long terme, et freinent l'accélération de la croissance économique.

En effet, en modifiant négativement les anticipations des investisseurs sur le long terme, elles favorisent les investissements de court terme. La réaction des investisseurs au risque se traduit par la hausse des marges et le refus de réinvestir leurs profits dans les entreprises locales. Dans le même ordre d'idée, l'Africa Progress Panel (2012) estime que le coût moyen d'une guerre civile est égal à trente ans de croissance du PIB dans un pays en voie de développement de taille moyenne, et réduit la croissance du PIB d'environ 2.3% par an.

Graphique III.2: Stabilité politique, institutionnelle et croissance économique dans l'UEMOA



Source : l'auteur, à partir des données de la Banque Mondiale 2014

Au total, la stabilité et le développement dans l'UEMOA sont menacés par un certain nombre de problèmes tels que la criminalité transnationale organisée, le trafic des armes, le trafic illicite de drogue, le pillage des ressources naturelles, etc. Malgré les initiatives politiques comme celle de Dakar en 2010 et la déclaration de Bamako de décembre 2011 pour la lutte contre le trafic illicite, la criminalité organisée, le terrorisme et la piraterie, les questions d'instabilité sociopolitique et de corruption restent toujours d'actualité (ONU DC 2013). En nuisant à la bonne gouvernance, la corruption et l'instabilité sociopolitique dégradent l'environnement des affaires, et influencent négativement la croissance économique et le développement de cette zone. Pour toutes ces raisons, des investigations scientifiques méritent d'être menées pour mieux cerner les effets de la mauvaise gouvernance sur l'activité économique dans l'Union.

Section IV : Résultats

Dans cette section, les réponses issues de l'estimation des différents modèles Panel VAR sont interprétées. De ces interprétations découlent des propositions en matière de politique économique pour permettre aux décideurs d'améliorer la gouvernance dans l'Union.

IV.1 : Résultats des tests économétriques

Dans les investigations sur données de panel, la première des choses qu'il convient de faire est de se rassurer de l'existence ou non d'une structure panel. Pour cette raison, il est capital d'effectuer le test de poolabilité ou d'homogénéité. Ce test permet de savoir si le processus de génération des données est homogène ou hétérogène. Dans le second cas, l'estimation du panel n'est plus appropriée parce que les coefficients du modèle étudié diffèrent entre les individus. Les résultats du test de poolabilité de Fisher (cf annexe tableau III.1) montrent que les données sont « poolables » au seuil de 5%. Par conséquent, l'adoption de la structure panel est autorisée.

En outre, les conclusions des tests de racine unitaire indiquent que les variables pib, inf et cr sont stationnaires à niveau au seuil de 5%. Par contre, les variables ipu, ip, ido, ide, qre et sp sont intégrées d'ordre 1. Pour éviter une régression fallacieuse, il est nécessaire d'effectuer le test de cointégration, afin de mettre en exergue la présence ou non d'une relation de long terme entre les variables. Ainsi, le test de Kao a été effectué parce qu'il fournit un meilleur résultat pour les panels de dimension temporelle réduite (T inférieur à 30) selon Hurlin et Mignon (2007). Les résultats suggèrent une absence de cointégration dans les trois modèles au seuil de 5%. L'absence d'une dynamique de long terme permet d'estimer le VAR sans la prise en compte d'un mécanisme de correction des erreurs. Cependant, avant l'estimation des modèles, il est nécessaire de déterminer les retards optimaux. Comme Miller et al (2011) nous utilisons les critères d'information de Schwarz et Akaike. Dans l'ensemble, ces critères d'information atteignent leur minimum dès lors que le retard est égal à 1. Donc, le retard d'ordre 1 est préféré aux autres (cf annexe).

Après l'estimation du panel VAR par la méthode GMM, les résultats des réponses impulsionnelles sont analysés dans les sous-sections suivantes.

IV.2.1 : Effets de la stabilité politique sur les investissements et la croissance économique

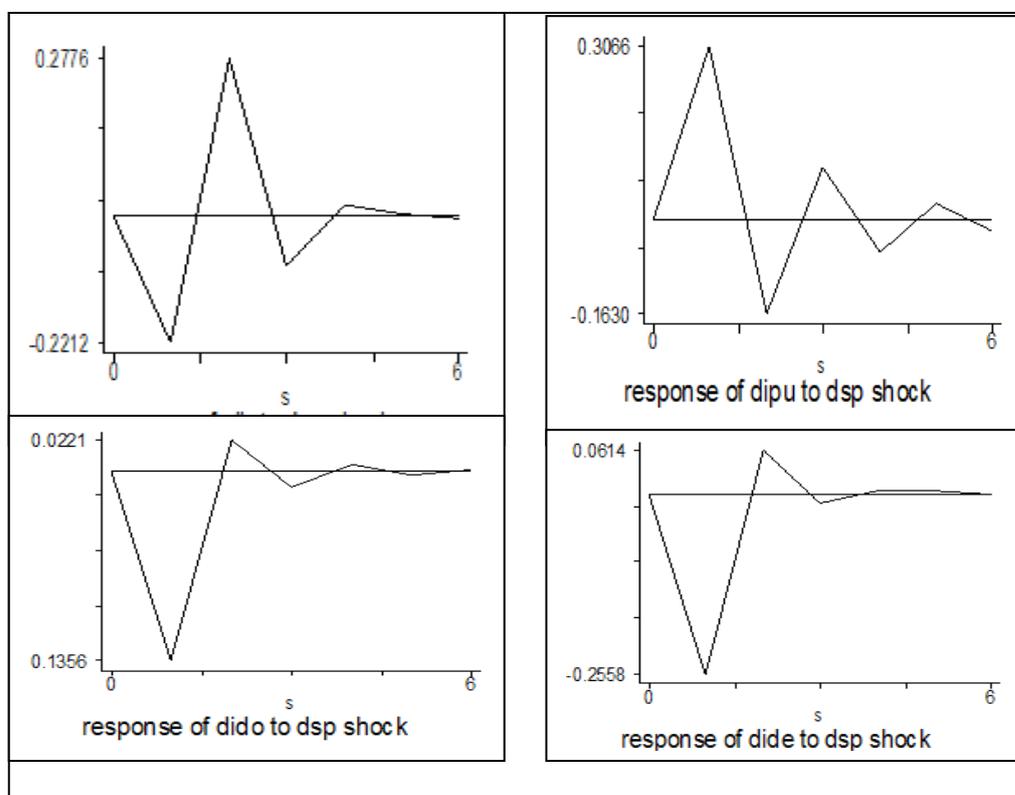
Le graphique III.3 met en relief les effets de l'instabilité politique sur les investissements et la croissance économique. Globalement, excepté les investissements publics, l'instabilité politique a un effet négatif sur les agrégats macroéconomiques à court terme. Cependant, après la deuxième année, l'effet négatif commence à s'atténuer et tend à s'annuler à moyen terme sur les investissements domestiques et les IDE. Mais, contrairement aux IDE et aux

investissements domestiques, l'effet négatif d'une hausse dans l'indicateur d'instabilité politique sur la croissance économique devient positif lorsqu'il commence à s'atténuer sur les investissements domestiques et les IDE (Après une année et demie).

De plus, il ressort que l'altération de la stabilité politique dans l'UEMOA ne décourage pas les investissements publics à court terme. Toutefois, après la première année, l'augmentation de l'instabilité politique influence négativement ces investissements. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce résultat.

Tout d'abord, l'instabilité politique dans la zone n'a pas été si forte pour inhiber toute activité économique, bien qu'elle ait été suffisante pour modifier négativement les anticipations des investisseurs privés. Ensuite, le décalage entre la décision d'investir et la réalisation effective de l'investissement peut expliquer ce résultat. En outre, l'effet négatif de la seconde période s'explique par le fait que l'instabilité de la première période entraîne une réduction de l'activité économique d'une part, et des recettes fiscales d'autre part durant la première période. Enfin, à cause du mauvais climat politique, les bailleurs de fonds peuvent réduire leur aide.

Graphique III.3 : Effets de l'instabilité politique sur les investissements et la croissance



Source : l'auteur à partir des données de la BCEAO et de la Banque Mondiale 2014

Toutes choses étant égales par ailleurs, la combinaison des deux derniers effets engendre une réduction des investissements publics à la seconde année.

En outre, en influençant négativement les anticipations des investisseurs privés, la hausse de l'instabilité politique réduit les externalités positives des investissements publics sur les investissements privés. Dans ces conditions, même si les investissements publics augmentent, l'effet de levier soutenu par la théorie de la croissance endogène sera réduit, ou nul. De plus, si ces investissements sont financés par la dette, les externalités peuvent être négatives sur l'ensemble de l'économie lorsque le taux de croissance économique baisse pour se situer à un niveau inférieur au taux d'intérêt de la dette à cause de la dégradation de l'environnement politique.

Au total, il ressort que l'instabilité sociopolitique ne favorise pas l'accélération de la croissance dans l'UEMOA. Plus précisément, nos résultats supportent les conclusions d'Alésina et Perotti (1996), Jong-a-Pin (2009), Aisen et al (2011) et Gouenet (2011) qui établissent une corrélation négative entre instabilité politique et investissement. Contrairement aux résultats de ces auteurs, ceux de cette recherche montrent que l'instabilité politique réduit les externalités des investissements publics sur les investissements privés. De plus, les résultats économétriques corroborent ceux de Campo et al (2002) qui soutiennent que les effets de l'instabilité politique sur la croissance économique transitent par les investissements. Toutefois, à moyen terme, les effets de l'instabilité sociopolitique sur la croissance économique sont positifs. Ce résultat qui ne supporte pas la deuxième hypothèse de ce travail confirme celui de Moin (2011) sur le Bangladesh.

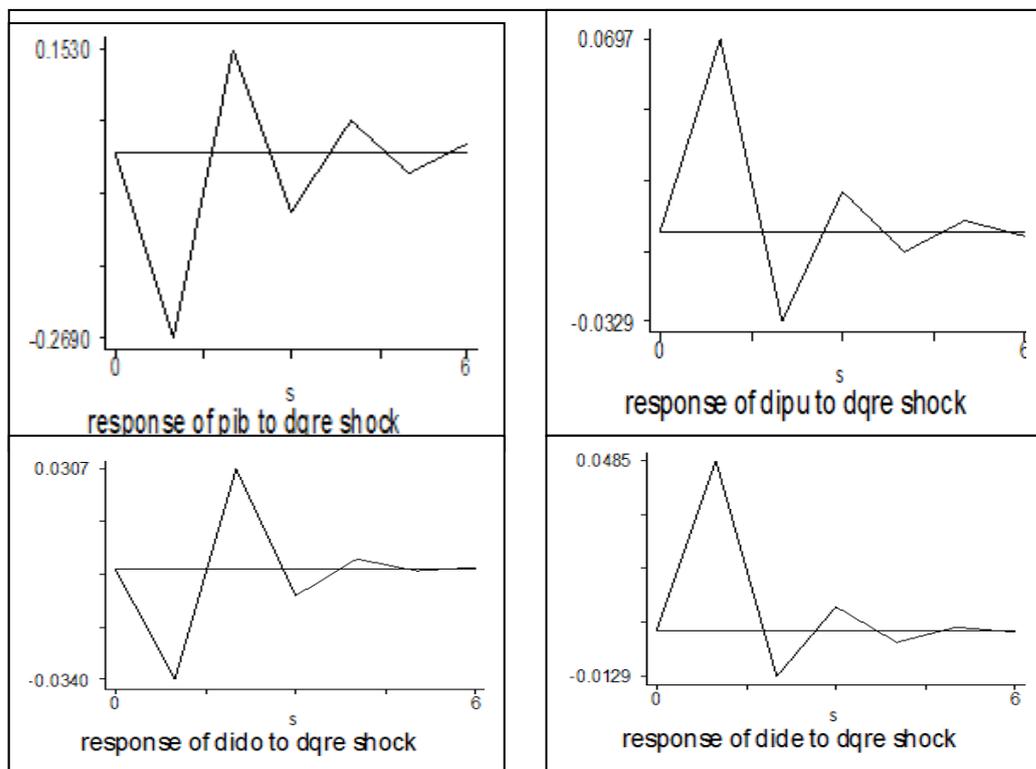
IV.2.2 : Effets de la qualité de régulation sur les investissements et la croissance économique

Le graphique III.4 montre les effets de l'indice de qualité de régulation sur la croissance et les investissements. Dans l'ensemble, un choc de l'indice de la qualité de régulation de l'activité économique influence négativement le taux de croissance économique et les investissements domestiques. L'effet commence à s'amortir après deux ans. Contrairement à la croissance économique et aux investissements domestiques, les chocs de l'indice de la qualité de régulation se transmettent positivement aux IDE et aux investissements publics. Cependant, à partir de la deuxième année, les effets commencent à s'atténuer.

À court terme, la mauvaise qualité de la régulation semble profiter aux investisseurs étrangers d'une part, et aux autorités responsables des investissements publics, d'autre part. Ce résultat peut s'expliquer par le niveau relativement élevé de la corruption dans cette zone. En effet, bien que capitale, l'élaboration de bonnes règles ne garantit pas le bon fonctionnement des institutions, surtout lorsque l'intégrité des personnes chargées de leur application peut facilement être remise en cause.

Une fois de plus, la combinaison de tous ces facteurs constitue une contrainte à la croissance économique dans la région. En effet, le graphique III.4 montre que la mauvaise qualité de la régulation exerce des effets négatifs sur la croissance économique dans les pays de l'Union. Par ailleurs, il indique qu'à court terme, la qualité de la régulation constitue une barrière à la hausse des investissements privés domestiques et à l'initiative privée locale.

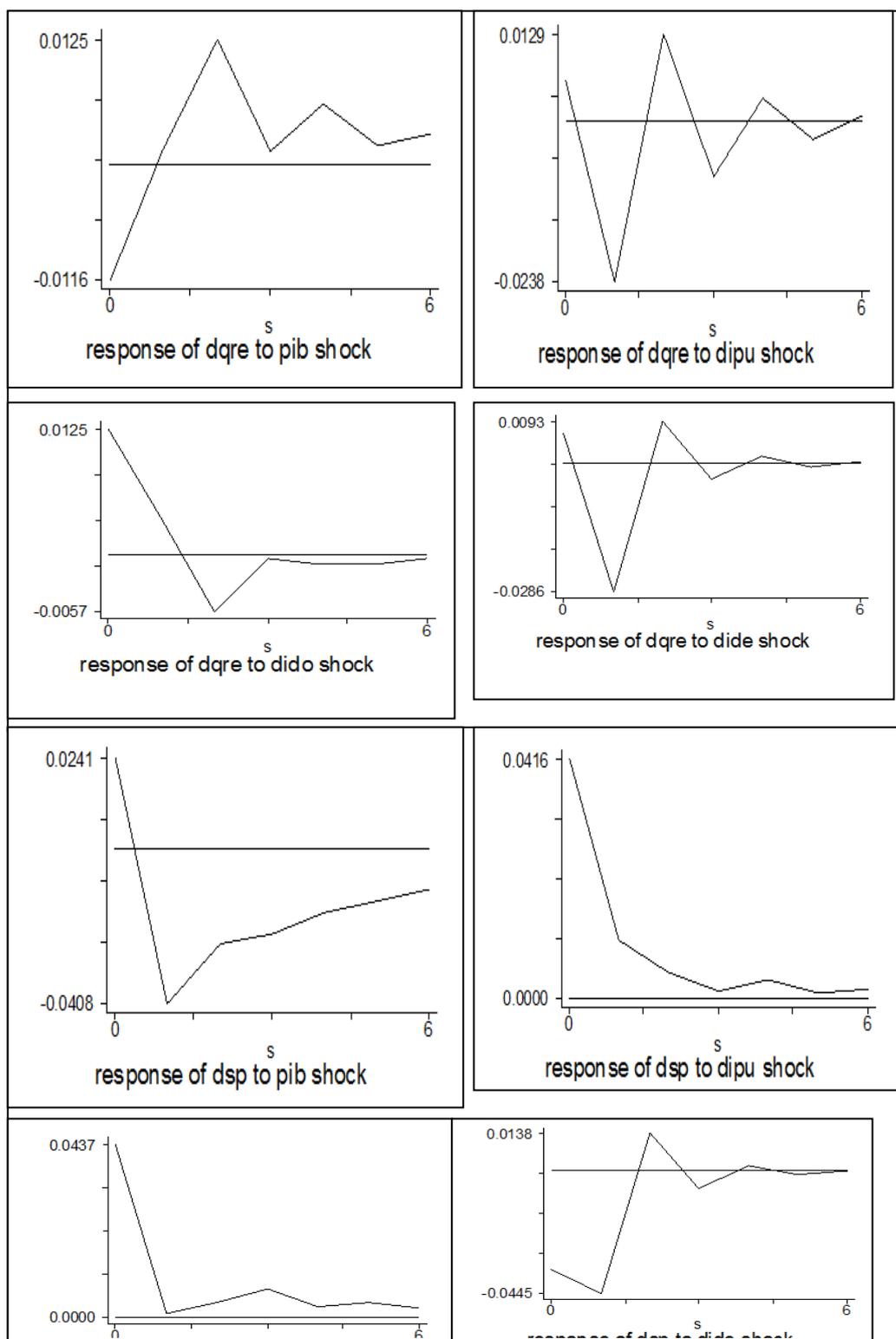
Graphique III.4 : Effets de la qualité de régulation sur les investissements et la croissance économique



Source : l'auteur à partir des données de la BCEAO et de la Banque Mondiale 2014

IV.2.3 : Effets des indicateurs économiques sur la qualité de régulation et l'instabilité politique

Graphique III.5 : Effets des investissements et la croissance économique sur la qualité de régulation et l'instabilité politique



Source : l'auteur, à partir des données de la Banque Mondiale 2014

À court terme, une hausse des investissements domestiques et publics exerce un effet positif sur l'instabilité politique. L'effet de court terme devient quasi nul à moyen terme. Contrairement aux investissements domestiques et publics, une augmentation des IDE favorise une baisse de l'instabilité politique et de la mauvaise qualité de la régulation. L'effet des IDE sur l'instabilité politique s'explique par le fait que ces investissements entraînent une réduction du chômage directement par la création d'emploi et indirectement par la création d'activités connexes dans les autres secteurs.

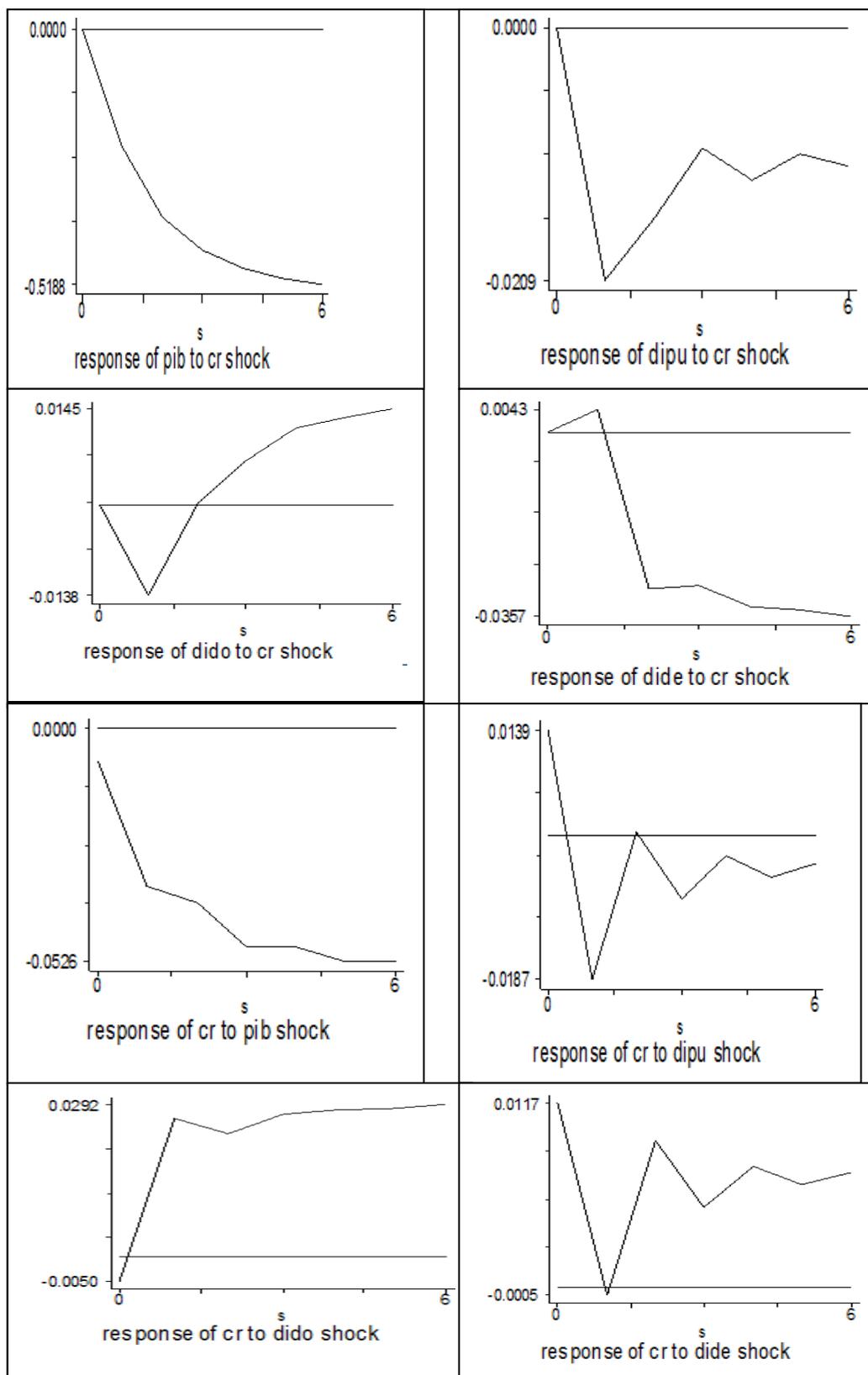
De plus, bien qu'elle influence négativement la mauvaise qualité de la régulation, la création de richesse atténue l'instabilité politique dans l'Union. Dans l'ensemble, il ressort que les populations dans la zone UEMOA sont moins sensibles à la qualité de la gouvernance lorsqu'elle n'inhibe pas toute activité économique. C'est pourquoi l'effet des investissements (publics, IDE, IDO) sur la qualité de la régulation et l'instabilité politique s'annule avec le temps. Par ailleurs, comme il a été relevé dans les faits stylisés, le niveau de l'instabilité politique n'a pas été très élevé au point d'empêcher toute activité économique dans l'Union.

IV.2.5 : Corruption, investissements et la croissance économique

Le graphique III.6 donne plusieurs informations sur la nature de la relation entre les investissements, la croissance et la corruption. Tout d'abord, il indique qu'une augmentation de la corruption dans l'Union entraîne une baisse de la croissance économique et des investissements publics aussi bien à court qu'à moyen terme. Ce résultat qui supporte notre première hypothèse s'aligne sur ceux de Mauro (1997) et ALI Aga (2014). De plus, les faits stylisés montrent que les pays les plus corrompus de l'Union ont été moins performants comparativement aux pays les moins corrompus comme le Burkina Faso qui a été le plus performant avec un taux de croissance économique moyen de 6% supérieur à la moyenne de 3% dans l'Union entre 2002 et 2012.

En outre, la relation inverse établit clairement l'existence de deux effets différents dans l'évolution de la corruption à la suite d'une hausse des investissements publics. En effet, au cours de la première année, une hausse des investissements publics augmente le niveau de la corruption. Toutefois, à partir de la deuxième année, l'effet positif devient négatif avec une réduction du niveau de la corruption.

Graphique III.6 : Effets bidirectionnels du contrôle de la corruption sur les investissements et la croissance économique



Source : l'auteur à partir des données de la Banque Mondiale 2014

De plus, la transmission des effets d'un choc dans l'indice de corruption sur les investissements privés n'est pas uniforme. À court terme, l'augmentation de la corruption entraîne une augmentation des IDE et une réduction des investissements domestiques. Après la première année, la relation s'inverse, nous observons une augmentation des investissements domestiques et une réduction des IDE. En revanche, l'augmentation des investissements privés étrangers et domestiques engendre une hausse de la corruption dans l'Union.

Au total, les résultats économétriques indiquent que la corruption rend le marché imparfait. Ainsi, les investisseurs potentiels privés étrangers comme domestiques qui n'arrivent pas à développer une stratégie d'adaptation efficace (à moindre coût) sont peu enclins à entrer dans le marché de l'Union. De même, ceux qui y sont et qui n'arrivent pas à s'adapter quittent le marché.

Du reste, à cause de l'asymétrie d'information introduite par la corruption sur le marché, seuls les investisseurs qui n'y sont pas avertis augmentent leurs investissements ou entrent dans le marché. Toute chose étant égale par ailleurs, l'entrée d'un investisseur supplémentaire dans le marché augmenterait la demande de la corruption, et par ricochet son niveau dans l'Union.

À titre illustratif, au Burkina Faso, à partir d'un échantillon de 282 PME qui concourent aux marchés publics, Akouwerabou et Bako (2013) affirment que pour 90.4% des promoteurs d'entreprise, la corruption s'observe à tous les niveaux dans les marchés publics de commande de matériel de bureau (appels à concurrence ou marchés de gré à gré). Aussi, 93.2% des promoteurs soutiennent l'augmentation de la corruption avec le temps. Enfin, selon ces derniers, la corruption est initiée à 60.7% par les agents publics et à 37.3% par les promoteurs des PME.

Conclusion

L'objectif de ce papier a été d'évaluer l'impact de la gouvernance sur la dynamique des investissements privés, publics et la croissance économique dans l'UEMOA sur la période 2002-2012. À partir d'un panel VAR, les résultats économétriques des différents modèles ont permis de mettre en exergue plusieurs résultats. Dans l'ensemble, il ressort que la qualité des institutions ne favorise pas l'accumulation des investissements et la croissance économique dans l'Union. Plus spécifiquement, nos résultats indiquent que l'instabilité politique réduit les externalités des investissements publics sur les investissements privés. Par ailleurs, ils

montrent que l'augmentation des investissements privés et publics entraîne une augmentation de la corruption. En retour, cette augmentation de la corruption influence négativement les anticipations des investisseurs privés qui y sont averses. En définitive, le marché opère une sélection au détriment de ces derniers, même s'ils sont plus efficaces.

Ainsi, l'accélération de la croissance via la stimulation des investissements dans les secteurs à forte valeur ajoutée et créateurs d'emploi, nécessite au préalable un assainissement du climat des affaires qui permettra de rassurer aussi bien les investisseurs étrangers que nationaux sur les perspectives de long terme. C'est pourquoi la stabilité politique, la lutte contre la corruption et l'amélioration de la qualité de régulation ne doivent pas être uniquement des objectifs en soi, mais, avant tout, des instruments fondamentaux de développement socio-économique durable.

Pour permettre aux investissements publics et privés de jouer pleinement leur rôle dans le processus de transformation structurelle et de développement des États de la zone UEMOA, les implications de politique économique suivantes peuvent être observées.

Premièrement, le renforcement du cadre institutionnel et de la lutte contre la corruption sont autant de facteurs indispensables au bon développement du secteur privé, afin que ce secteur puisse jouer pleinement son rôle. À cet effet, les États, en collaboration avec la société financière internationale, doivent œuvrer pour l'amélioration du climat des affaires, afin d'attirer les investissements directs étrangers, et surtout booster les investissements domestiques.

En outre, les États doivent mettre un accent particulier sur l'enseignement de l'éducation civique et morale afin de renforcer la fibre patriotique. Cette éducation à la fois théorique et pratique devrait commencer depuis l'école primaire pour favoriser l'émergence de citoyens intègres. En effet, la stabilité, le respect et la crédibilité des institutions sont fortement influencés par la qualité des individus chargés de leur application.

Référence bibliographique

Abessolo, Y., (2003). «Instabilité politique et performances économiques: une évaluation du cas du Tchad». Université de Yaoundé II, Cameroun .Cahiers de recherche non publiés.

Acemoglu, D et Robinson, J., (2012) « Why Nations Fail » Crown Business.

Acemoglu, D., Johnson, S., et Robinson, J.A., (2001). « The Colonial Origins of Comparative Development: an Empirical Investigation ». *The American Economic Review*, vol. 91, n°5, pp1369-1401.

Africa Progress Panel., (2012). « Emploi, Justice, Equité: les opportunités à saisir en période de bouleversements économiques, politiques et sociaux ». Rapport 2012 sur les progrès en Afrique.

Aidt, T. S., (2003). « Economic analysis of corruption: A survey ». *the Economic Journal*, Vol. 113, No. 491, pp. F632-F652.

Aisen, A. et Veiga, F. J., (2011). « How Does Political Instability Affect Economic Growth ? ». IMF, Working Paper.

Akouwerabou, B. D., et Bako, P., (2013). «Marchés Publics et Petites et Moyennes Entreprises au Burkina Faso : Quelle Gouvernance ? ». Rapport de Recherche du FR-CIEA N°56/13.

Alesina, A. et Perotti, R., (1994). « The Political Economy of Growth: A Critical Survey of the Literature ». *The World Bank Economic Review*, 8, 351–71.

Alesina, A., et Perotti, R., (1996). « Income Distribution, Political Instability and Investment ». *European Economic Review* 40, pp. 1203-28.

Alesina, A., Özler, S., Roubini, N. et Swagel, P., (1996). «Political Instability and Economic Growth ». *Journal of Economic Growth*, 1, 189–211.

Ali Aga, L., (2014). « Qualité institutionnelle, corruption et croissance économique ». Université d'Orléans.

Anyanwu, J., (2011). « Determinants of foreign direct investment inflows to africa, 1980-2007 ». African Development Bank Group, Paper series N° 136.

Arbatli, E., (2011). « Economic policies and FDI inflows to emerging market economies ». IMF Working Paper 11/192 Washington : International Monetary Fund.

Arellano, M. et Bond, S., (1991). « Some tests of Specification for Panel data: Monte Carlo evidence and an Application to Employment Equations ». *Review of Economic Studies*, 58, 277-297.

Arndt, C., et Oman, C., (2006). « Les indicateurs de gouvernance: Usages et abus ». Centre de développement de l'OCDE, Paris.

Arndt, C., et Oman, C., (2010). « La mesure de la gouvernance, ». Cahiers de politique économique du Centre de Développement de l'OCDE 39.

Barro, R. J. et Lee, J. W., (1996). « Institutions and Growth, an Introductory Essay ». *Journal of Economic Growth*, Springer, vol. 1(2), pages 145-48.

Barro, R. J., (1996). « Democracy and Growth ». *Journal of Economic Growth* 1, pp. 1-28.

Barro, R.J., (1997). « Determinants of Economic Growth. A Cross-Country Empirical Study ». MIT Press, Cambridge.

BCEAO (2013). « Annuaire statistique ». www.bceao.int.

BCEAO (2013). « Évolution des investissements directs étrangers dans les pays de l'UEMOA au cours de la période 2000-2011 ». www.bceao.int

Bean, C. R., (1998). « The Interaction of Aggregate Demand Policies and Labour Market Reform ». Swedish Economic Policy Review 5.

Beetsma, R. et Giuliodori, M., (2011). « The effects of government purchase shocks: Review and estimates for the EU ». Economic Journal, 121, F4-F32.

Blanchard, O., et Simon, J., (2001). « The long and large decline in U.S. output volatility ». Brookings Papers on Economic Activity, 1:2001.

Borner, S., Bodmer, F. et Kobler, M., (2004). « Le rôle des facteurs politiques dans la croissance économique ». OCDE, Centre de Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

Boutbtane, E., Coulibaly, D., et Rault, C., (2010). « Immigration, growth and unemployment: Panel VAR evidence from OECD countries ». Manuscript.

Brunetti, A., (1997). « Political variables in cross-country growth analysis ». Journal of Economic Surveys, vol 11, no 2, pp 163-190.

Campos, N. et Karanasos, M., (2007). « Growth, Volatility and Political Instability: Non Linear Time-Series Evidence for Argentina, 1896-2000 ». William Davidson Institute Working Paper Number 891.

Campos, N. et Nugent, J., (2002). « Who is Afraid of Political Instability? ». Journal of Development Economics 67, 157-172

Canova F et M Ciccarelli (2013) « Panel Vector autoregressive Models a Survey » Working Paper series N° 1507.

Canova, F. et Pina, J., (2005). « Monetary Policy Misspecification in VAR models ». in Cavallo, E., et Daude, C., (2008). « Public investment in developing countries: A blessing or a curse ? ». Inter-American Development Bank Research Department Working Paper 648.

Carstensen, K., Hulsewig, O., et Wollmershauser, T., (2009). « Monetary policy transmission and house prices: European cross-country evidence ». CESifo Working Paper N° 2750.

Chari, V. V., Kehoe, P. et McGrattan, E., (2008). « Are structural VAR with Long Run restrictions useful for developing Business Cycle Theory ». Journal of Monetary Economics, 55, 1337-1352.

Cheung, S., (1998). « The Curse of Democracy as an Instrument of Reform in Collapsed Communist Economies ». Contemporary Economic Policy, vol 41, pp 247-249.

Clague, C., Philip, K., Stephen, K., et Mancur, O., (1996). « Property and Contract Rights in Autocracies and Democracies ». Journal of Economic Growth, 1(2), 243-76.

Clark, G., (2007). « *A farewell to alms* ». A Brief Economic History of the World. Princeton and Oxford: Princeton University Press.

- Collier, P., (1999). « On the Economic Consequences of Civil War ». *Oxford Economic Papers*, 51, pp. 168-183.
- Cooley, T. et Dwyer, M., (1998). « Business Cycle Analysis without much Theory: A Look at Structural VARs ». *Journal of Econometrics*, 83, 57-88.
- Dabla-Norris E., Honda J., Lahreche A. et Verdier G., (2010). « FDI Flows to Low-Income Countries: Global Drivers and Growth Implications ». IMF Working Paper 10/132 (Washington: International Monetary Fund).
- Delavallade, C., (2006). «Corruption and Distribution of Public Spending in Developing Countries ». *Journal of Economics and Finance*, 30 (2). 222-239.
- Devereux, M. et Wen, J., (1996). « Political Uncertainty, Capital Taxation and Growth ». mimeo, University of British Columbia, Vancouver, Canada.
- Doing Business., (2013). « Smarter Regulations for Small and Medium-Size Entreprises ». The World Bank and International Finance Corporation
- Durham, J.B., (1999). « Economic Growth and Political Regimes ». *Journal of Economic Growth*, 4, 81–111.
- Easterly, W., (1991). « The Macroeconomics of the Public Sector Deficit: The Case of Colombia ». WPS N° 626, World Bank, Country Economics Department, Washington, D.C.
- Easterly, W., et Ross L., (1997). «Africa's Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions ». *The Quarterly Journal of Economics*, MIT Press, vol 112(4), pp 1203-50, November.
- Engerman, S. L. et Sokoloff, K. L., (2000). « History Lessons: Institutions, Factor Endowments, and Paths of Development in the New World ». *Journal of Economic Perspectives*, Volume 14, N° 3, page 217-232.
- Fisman, R., et Svensson, J., (2005). «Are Corruption and Taxation Really Harmful to Growth? Firm Level Evidence ». *Journal of Development Economics*.
- Fosu, A.K., (1992). « Political instability and economic growth: evidence from sub-Saharan Africa ». *Economic Development and Cultural Change* 40 4, pp. 829–841.
- Glaeser E L., La Porta R., Lopez-de-Silanes F. et Shleifer A., (2004): « Do Institutions Cause Growth? », *Journal of Economic Growth*, vol 9(3), pp 271-303.
- Goldsmith, A.A., (1987). « Does Political Stability Hinder Economic Development? Mancur Olson's Theory and the Third World ». *Comparative Politics*, Vol. 19, No. 4 pp 471-480.
- Gouenet, M. R., (2011). « Instabilité Socio-Politique et Niveau de l'Investissement Privé: Une évaluation empirique du cas du Cameroun ». *Investment Climate and Business Environment Research Fund*, Report N° 14/11. www.trustafrica.org/icbe.
- Gupta, D., (1990). «The Economics of Political Violence». New York, Praeger.
- Haggard, S., Macintyre, A., et Tiede, L., (2007). «The Rule of Law and Economic Development ». *The Annual Review of Political Science*, December, 16:7, pp.205-234.
- Haque, M.E. et Kneller, R., (2015). « Why does public investment fail to raise economic growth ? The role of corruption ». *Manchester School*, forthcoming.

Holtz-Eakin, D., Newey, W. K. et Rosen, H. S., (1988). «Estimating Vector Autoregressions with Panel Data». *Econometrica*, 56, 1371-95.

Huntington, S. P., (1968). « Political Order in Changing Societies ». New Haven: Yale University Press.

Huntington, S. P., (1991). «The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century ». *Journal of Democracy* - Volume 2, Number 2, pp12-34.

Hurlin, C. et Mignon, V., (2005). « Une Synthèse des Tests de Racine Unitaire en sur Données de Panel ». *Economie et Prévision*. 169-171, pp.251-295.

Hurlin, C. et Mignon, V., (2007). « Une Synthèse des Tests de Cointégration sur Données de Panel ». *Economie et Prévision*, vol.180-181, pp. 241- 265.

Jong-a-Pin, R., (2009). « On the measurement of political instability and its impact on economic growth ». *European Journal of Political Economy* 25, 15–29.

Kauffman, D., Kraay, A. et Mastruzzi, M., (2008). « Governance Matters Vii: Agregate and Individual Governance Indicators, 1996-2007». World Bank Policy Research Department, Working Paper, No. 4654.

Lane, P. et Benetrix, A., (2010). « International differences in Fiscal policy during the global crisis ». CEPR working paper 8009.

Lavallée, E., et Roubaud, F., (2011). « Corruption and informal enterprise performance: West African evidence ». Multi-Donor Trust Fund, Labor Markets, Job Creation and Economic Growth.

Leff, N. H., (1964). «Economic development through bureaucratic corruption ». *American Behavioral Scientist*, vol. 8 (3), pp. 8-14.

Leys, C., (1965). «What is the Problem about Corruption ». *The Journal of Modern African Studies* Vol. 3, no. 2: 215-230.

Love, I., et Zicchino, L., (2006). « Financial development and dynamic investmentbehaviour: Evidence from a Panel VAR ». *The Quartely Review of Economic and Finance*, 46, 190-210.

Lui, F.T., (1985). «An Equilibrium Queuing Model of Bribery». *Journal of Political Economy* 93, no. 4: 760-781.

Martin, B., et Rowthorn, R., (2004). « Will stability last? » UBS research paper, March.

Mauro, P., (1995). «Corruption and Growth». *Quarterly Journal of Economics* 110, no. 3:681-712.

McArthur, J. et Teal, F., (2002). « Corruption and Firm Performance in Africa». Centre for the Study of African Economies Department of Economics University of Oxford.

Miller, N. et Peng, L. et Sklarz, M., (2011). « House Price and Economic Growth». *Journal of Real Estate Finance and Economics*, 42(4), 522-541.

Miner, J., (1998). « Democracy and Growth: Alternative Approaches », *Journal of Economic*.

Moin, U. A., (2011). «Role of political stability on economic performance: The case of Bangladesh». Master thesis in applied econometrics, Department of economics, Stockholm University.

- Munoz, R.,(2009). « Political Instability and Economic Growth: the case of Venezuela (1983 -2000), Political Uncertainty and Macroeconomic Outcomes: Theoretical and Empirical Essays ».University of Essex, PhD Thesis.
- North, D. C., (1990). « Institutions, Institutional Change and Economic Performance». Cambridge University Press, Cambridge.
- North, D. C., (2005). « Understanding the process of economic change ».Princeton University Press, New Jersey.
- Office des Nations-Unies contre la Drogue et le Crime., (2013). «Criminalité transnationale organisée en Afrique de l'Ouest : Une Evaluation des Menaces». ONUDC.
- Pesaran, H. et Smith, R., (1995). « Estimating Long Run Relationship from Dynamic Heterogeneous Panels ». Journal of Econometrics, 68, 79-113.
- Projet de suivi de la gouvernance en Afrique de l'Ouest., (2011). « État de la gouvernance en Afrique de l'Ouest : Cote d'Ivoire ». CODESRIA, Osiwa.
- Rock, M. T., et Bonnett, H., (2004). «The Comparative Politics of Corruption: Accounting for the East Asian Paradox in Empirical Studies of Corruption, Growth and Investment». World Development, 32(6), pp. 999-1017.
- Seyf, A., (2001). «Corruption and Development: A Study of Conflict». Development in Practice, 11(5). 597-605.
- Shleifer, A., et Vishny, R., (1993)., « Corruption». Quarterly journal of economics, 108(3). 599-617.
- Sims, C. A., (1980). «Macroeconomics and Reality». Econometrica, 48, 1-48.
- Stock, J., et Watson, M., (2002). « Has the business cycle changed and why? » NBER Macroeconomics Annual.
- Tello, W P; Peschiera, J. A. et Rondan, N. R., (2005). «Sources of economic instability: are institutional factors the most important?». Banco Central de Reserva del Peru.
- Tenou, K., (1999). «Les déterminants de la croissance à long terme dans les pays de l'UEMOA». BCEAO, Etudes et recherches, Notes d'Information et Statistiques, n°493.
- Uneke, O., (2010).«Corruption in Africa South of the Sahara: Bureaucratic Facilitator or Handicap to Development? ». The Journal of Pan African Studies, vol.3, no.6, March.
- Wei, S-J. (2000). « Taxing is corruption on international investors ». Review of economics and statistics, 82(1). 1-11.
- Younis, M, Lin, Y. S., etSelvarathinam, S., (2008). « Political Stability and Economic Growth in Asia ». American Journal of Applied Sciences 5 (3): 203-208.

Annexe : quelques tests économétriques

Tableau III.1 : Test de poolabilité au seuil de 5%

Modèles		Probabilité	Homogène
Avec SP	F1	0.8567	OUI
	F2	0.8899	
	F3	0.3379	
Avec QRE	F1	0.8892	OUI
	F2	0.9408	
	F3	0.2239	
Avec CR	F1	0.5558	OUI
	F2	0.5590	
	F3	0.4244	

Source : l'auteur à partir des données de la BCEAO et de la Banque mondiale 2014

Tableau III.2 : Test de racine unitaire IPS au seuil de 5%

Variables	Probabilité IPS	Décision
Cr	0.008	I(0)
Ide	0.08	
Ido	0.15	
Inf	0.000	
Ipu	0.14	
Pib	0.000	
Qre	0.29	
Sp	0.78	
Dide	0.0000	
Dido	0.000	
Dipu	0.000	
Dqre	0.0000	
Dsp	0.0000	

Source : l'auteur à partir des données de la BCEAO et de la Banque Mondiale 2014

Tableau III.3 : Résultat des tests de cointégration de KAO

Modèles	Avec SP	Avec CR	Avec QRE
Probabilités	0.2145	0.2216	0.4199
décisions	Absence de cointégration	de Absence de cointégration	de Absence de cointégration

Source : l'auteur à partir des données de la BCEAO et de la Banque Mondiale 2014

Tableau III.4 : Détermination des retards optimaux

Modèles	Critères	Retard d'ordre 1	Retard d'ordre 2	Retard d'ordre 3	décisions
Avec SP	Akaike	23.476	23.864	23.624	L'ordre 1
	Schwarz	24.804	26.495	27.747	
Avec QRE	Akaike	20.543	21.219	21.383	L'ordre 1
	Schwarz	21.871	23.850	25.506	
Avec CR	Akaike	21.495	22.361	22.781	L'ordre 1
	Schwarz	22.823	24.992	26.904	

Source : l'auteur à partir des données de la Banque Mondiale 2014